L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No. 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI MATIN, 9 AVRIL.

LE PROGRAMME DU PRINCE NAPOLÉON.

Le *Patriote de la Corse*, organe du prince Napoléon, a publié, dans son numéro du 1er mars, un programme politique dont nous extrayons les passages les plus caractéristiques :

L'heure nous paraît venue d'envisager nettement une situation qui préoccupe nos compatriotes.

Il n'y a et il n'y aura jamais qu'un prétendant au trône impérial.

Mais l'héritier légitime de Napoléon III est encore au collège en Angleterre ; son âge ne lui permet pas d'avoir une politique personnelle, et c'est contre ceux qui prétendent le représenter, que nous désirons prémunir tous les cœurs patriotes.

Le prince Napoléon est le seul homme en âge viril qui puisse penser et signer du nom de Napoléon un acte politique sérieux.

Né dans l'exil, élevé à l'école de l'adversité, il a appris dès son enfance l'histoire de sa famille, et son esprit en cherchait déjà les enseignements à l'époque où certains hommes, qui prétendent nous guider, combattaient les souvenirs napoléoniens.

Mêlé pendant vingt ans aux grandes affaires de l'Europe, instruit par l'expérience, gendre d'un puissant monarque dont il est l'ami, il représente tant de choses, qu'il faut être bien audacieux pour élever contre lui une voix imprudente et se dire encore bonapartiste.

Et, d'ailleurs, les attaques des royalistes ne prouvent-elles point à quel degré sa politique est sage et patriotique ?

La France est une démocratie.

Quiconque essaie de le nier est un aveugle ou un fou : le flot populaire coule à pleins bords, et nulle digue impuissante ne saurait en arrêter le cours.

Cette démocratie, elle est notre force ! Elle est notre juge aussi, et nous devons accepter ses arrêts.

Les jacobins s'écrient : "La république est au-dessus du suffrage universel." Non, avec le prince Napoléon et après lui, nous répéterons que le suffrage universel est au-dessus de tout.

Nous nous efforcerons donc de suivre les conseils du neveu du grand empereur, car sa politique, fidèle à la tradition napoléonienne, veut dire l'alliance et l'amitié de l'Italie,—le triomphe pacifique des idées démocratiques, l'apaisement de nos passions intérieures une fois que le peuple aura rendu son verdict solennel,—et enfin la paix en Europe, qui est la condition suprême, en ce moment, de notre existence nationale.

L'article qui précède avait pour titre : le *Parti napoléonien*.

Dans son numéro du 8 mars, le *Patriote* publie la note suivante :

L'article intitulé : le *Parti napoléonien*, qui a paru dans notre dernier numéro, a produit une profonde émotion. Chez quelques-uns de nos amis politiques, cette émotion s'est transformée en colère.

Nous pouvons affirmer que cette émotion et cette colère ne sont pas justifiées. Nous le prouverons sans peine dans le prochain numéro.

La politique du *Patriote*, contre laquelle on s'est déclaré avec tant d'injustice et d'acrimonie, est la *seule* politique qui puisse assurer le triomphe du prince impérial.

Et en grosses lettres :

Il n'y a, il n'y aura jamais qu'un prétendant au trône impérial. Ce prétendant, c'est le prince impérial.

Est-ce clair ?

Thiers et Ledru-Rollin.—On lit dans la *Patrie* :

Si incroyable que cela puisse paraître, on dit qu'il y a aujourd'hui entente entre M. Ledru-Rollin et M. Thiers, à moins que tous les deux aient voulu "se tâter" on se moquer l'un du l'autre.

Dans tous les cas, voici ce qui s'est passé ces jours derniers :

M. Thiers a, dans une lettre, complimenté M. Ledru sur son élection.

L'homme de 1848 a cru devoir rendre visite à l'homme de 1830.

Après une poignée de main plus ou moins cordiale, M. Thiers a dit :

—Il n'y a plus qu'un duel entre deux orateurs, vous et moi ; que deux hommes capables de fonder la République, nous et vous.

—Mon cher collègue, a répondu M. Ledru, quand j'ai vu le suffrage universel en danger, j'ai cru ma conscience engagée, et, malgré mon âge, les attaques, les calomnies des conservateurs, j'ai consenti à mettre ma candidature ; mais je vous prévins que si j'échoue, c'est-à-dire si le suffrage universel est nutilé, je donne ma démission et rentre pour toujours dans la vie privée.

—Votre démission, répliqua M. Thiers serait une faute, car nous avons besoins de tous. En juillet, au plus tard, la Chambre sera dissoute ; tous nos efforts tendront à ce but ; malheureusement, dans notre parti, il y a peu d'hommes résolus, et tel qui, en 1870, paraît haut, se sait aujourd'hui d'autre part, nous sommes pauvres en capacités ; bien plus, nous avons à lutter contre les hésitations de gens qui ne sont fait un marche-pied de la République, mais qui nous tournent le dos, sitôt un nouveau danger, soit devant une promesse satisfaisant leur ambition. Laissons de côté ce vous le voulez bien, nos mécontentus, unissons nos efforts, et j'ai la conviction intime qu'à nous deux nous arriverons à fonder la république.

Sur ce dernier mot, M. Ledru s'est levé, a tendu la main à M. Thiers, et lui a dit :

—Vous pouvez compter sur moi.

—On lit dans le *Français* :

M. Gambetta s'est rendu à Bordeaux pour y poser la candidature de M. Freycinet. Il espère que cette candidature réunirait les différentes groupes du parti républicain, en ce moment divisés au sujet du candidat qu'il convient d'opposer à M. Larrieu.

—On lit dans le *Patrie* :

M. Gambetta et ses fidèles sont violemment exaspérés par la pétition de M. de Kératry demandant à l'Assemblée un vote de blâme à l'occasion du camp de Conlie, et on nous assure que si la pétition est discutée, ce qui est probable, d'après les dispositions de la majorité, l'ancien dictateur leur se propose d'apporter à la tribune des révélations accablantes pour son accusateur et pour diverses autres personnes qui ont pris une part active au 4 septembre et aux premiers actes du gouvernement qui en est sorti.

Le Pape de l'Ancienne Ollivier.—Le 12 mars, à l'ouverture de la séance de l'académie, M. Patin, secrétaire perpétuel, a annoncé qu'il avait reçu une nouvelle lettre de M. Ollivier demandant à régulariser sa position au milieu des quarante. Selon M. Patin, sauf le discours qui n'a pas été prononcé, la situation de M. Ollivier étant celle de tous ses confrères, il y avait donc à considérer les mérites de la semaine dernière comme suprême, en ce moment, de notre existence nationale.

L'article qui précède avait pour titre : le *Parti napoléonien*.

Dans son numéro du 8 mars, le *Patriote* publie la note suivante :

L'article intitulé : le *Parti napoléonien*, qui a paru dans notre dernier numéro, a produit une profonde émotion. Chez quelques-uns de nos amis politiques, cette émotion s'est transformée en colère.

Nous pouvons affirmer que cette émotion et cette colère ne sont pas justifiées. Nous le prouverons sans peine dans le prochain numéro.

La politique du *Patriote*, contre laquelle on s'est déclaré avec tant d'injustice et d'acrimonie, est la *seule* politique qui puisse assurer le triomphe du prince impérial.

Et en grosses lettres :

Il n'y a, il n'y aura jamais qu'un prétendant au trône impérial. Ce prétendant, c'est le prince impérial.

Est-ce clair ?

Thiers et Ledru-Rollin.—On lit dans la *Patrie* :

Si incroyable que cela puisse paraître, on dit qu'il y a aujourd'hui entente entre M. Ledru-Rollin et M. Thiers, à moins que tous les deux aient voulu "se tâter" on se moquer l'un du l'autre.

Dans tous les cas, voici ce qui s'est passé ces jours derniers :

M. Thiers a, dans une lettre, complimenté M. Ledru sur son élection.

L'homme de 1848 a cru devoir rendre visite à l'homme de 1830.

Après une poignée de main plus ou moins cordiale, M. Thiers a dit :

—Il n'y a plus qu'un duel entre deux orateurs, vous et moi ; que deux hommes capables de fonder la République, nous et vous.

—Mon cher collègue, a répondu M. Ledru, quand j'ai vu le suffrage universel en danger, j'ai cru ma conscience engagée, et, malgré mon âge, les attaques, les calomnies des conservateurs, j'ai consenti à mettre ma candidature ; mais je vous prévins que si j'échoue, c'est-à-dire si le suffrage universel est m